



Aller sans tarder vers une transition pour sauver le pays

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 30 mai 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«La jeunesse se caractérise par l'illusion et l'espérance. A la jeunesse qui a perdu ses illusions je voudrai m'attacher à lui donner des raisons de garder l'espérance.» Jean Daniel

Samedi minuit, le Conseil constitutionnel aurait enregistré des candidats à la présidentielle du 4 juillet. Nous attendons le verdict Ce que le Hirak avait dès le départ rejeté, a été obtenu non par une quelconque avancée, mais par le fait que les 70 candidats qui n'ont aucune visibilité ont compris qu'ils allaient être la risée du peuple. Ils ont évité cela! Et maintenant où en sommes-nous?

Avant d'y répondre, il nous a paru intéressant de présenter la belle contribution académique du professeur Madjid Benchikh, professeur émérite à l'Université de Cergy-Pontoise qui dans une contribution parue sur El Watan, a fait l'anamnèse du Hirak qu'il appelle soulèvement et en appelle à adopter la «Déclaration» proposée par des Associations pour une sortie de crise en évoquant son propre rôle au sein de la société civile pour l'élaboration d'un plan de transition consensuel, qui pourrait constituer une alternative sérieuse à la tenue d'une élection présidentielle condamnée à l'échec, et jeter les fondements de la nouvelle République.

«La mobilisation populaire écrit-il a obtenu des victoires d'étape importantes qui doivent être soulignées. Le Hirak est devenu rapidement un véritable soulèvement populaire qui montre un peuple debout, qui affirme sa dignité et revendique les droits humains et les libertés démocratiques. Son objectif est d'abattre le système autoritaire qui l'étouffait. Debout, il regarde non seulement devant lui, mais aussi vers l'horizon. Il a dès lors des perspectives que ne définissent pas toujours les «Hiraks»: il revendique un Etat démocratique. Le soulèvement a forcé Bouteflika à la démission. Il a même forcé le commandement militaire à intervenir pour demander le départ de Bouteflika. La mobilisation populaire a donc bouleversé les données de la scène politique. Elle a perturbé le système politique autoritaire sans cependant le terrasser. Il convient maintenant de se mobiliser pour obtenir le plus important et le plus difficile qui est le changement radical du système. Ce soulèvement est ainsi porteur d'espoir» (1).

Le procès des institutions

Le professeur Bencheikh en appelle à continuer les marches: «Continuer à se mobiliser doit être le maître-mot pour aller vers une transition démocratique., le soulèvement populaire doit se mobiliser encore et toujours pour 'dégager » le système autoritaire. La mobilisation doit continuer, y compris durant la transition démocratique. Elle doit garder sa force, sa détermination et surtout son intelligence pour répondre de façon appropriée aux

manoeuvres des tenants du système et tenir sur une longue période. Le peuple montre qu'il reste concentré sur l'essentiel: il veut résolument obtenir le changement du système. C'est le propre des soulèvements politiques, c'est-à-dire des peuples qui se mettent debout, de concentrer leurs énergies sur les objectifs essentiels.» (1)

Faisant le procès des institutions en place le professeur écrit: «Aujourd'hui, le vide est représenté par les institutions qui reposent sur la Constitution actuelle. Cette Constitution et ses institutions ont objectivement couvert les dérives du système politique et des gouvernants vers la corruption et l'arbitraire, avec l'appui de toutes les forces qui ont construit le système et l'intervention des oligarchies qui en profitent. C'est là un système bloqué, devenu dangereux pour l'essor du peuple algérien et pour le développement de l'Algérie. Actuellement, ces institutions ne se réunissent même pas. Elles sont inutiles. Il est urgent de les abandonner. (...) Qui peut croire qu'une Assemblée nationale depuis longtemps discréditée et mal élue et un Sénat qui est une insulte à la démocratie, notamment par l'existence de son tiers présidentiel, sont des institutions parlementaires dignes de ce nom. Tout cela milite pour la dissolution immédiate de ces institutions pour ouvrir la voie à des institutions de transition démocratique susceptibles de redonner espoir au peuple. C'est cela «accompagner» effectivement, et non en paroles, les revendications du soulèvement populaire » (1).

«Renoncer à l'organisation des élections du 4 juillet c'est, non pas avancer vers le chaos, mais, au contraire, engager un processus politique qui permettrait de quitter un ordre constitutionnel autoritaire et sans légitimité populaire pour construire un ordre qui répond aux aspirations de notre peuple et notamment de sa jeunesse. Renoncer à l'élection du 4 juillet signifierait que l'état-major se résout à abandonner des positions qui le mènent droit dans le mur. On est donc loin de l'idée selon laquelle se dégager de cette application catastrophique de l'article 102, c'est entrer dans un vide juridique ou une situation de chaos dans l'organisation de l'Etat. Tout bien considéré, il n'y a donc aucun danger à annuler les élections.» (1)

Tentatives de confiscation

Le professeur Bencheikh conclut: «J'appelle le commandement militaire à engager le dialogue pour en finir avec son emprise sur le système politique qui nous a conduits aux dérives que l'on sait. C'est l'une des raisons qui milite pour une transition démocratique d'au moins une année, est nécessaire. Je suis en effet pleinement avec le mouvement associatif et auprès de la société civile. Ces associations m'ont fait une place en leur sein, et je les en remercie. Je leur ai proposé que l'on parle de la transition qui pourrait être organisée lorsque le pouvoir sera prêt au dialogue. Le débat sur la Constituante est important, mais il me paraît pour l'instant prématuré, d'autant qu'il peut diviser. Il appartient maintenant aux tenants du système de désigner les personnes crédibles et honnêtes qui pourraient négocier avec, notamment, les représentants du mouvement associatif. Voilà une possibilité de sortie de crise. Comme le mouvement associatif ne veut pas de la Constitution actuelle, il propose, dans un esprit de compromis, la «Déclaration de principes...» et les instances dont nous avons parlé plus haut pour s'engager clairement dans la transition démocratique» (1).

Malgré la compétence connue et reconnue du professeur Bencheikh, la lecture de cette interview n'apporte rien de nouveau, car les questions posées sont anciennes et ont en partie été dépassées. La pertinence des idées de monsieur le professeur émérite nous aurait été profitable, voire même influé favorablement le débat il y a deux mois au moment du

débat sur l'article 102 et les articles 7 et 8. De plus, cette interview a été réalisée il y a trois jours du fait que les mouvements se précipitent. L'élection du 4 juillet ne serait plus à l'ordre du jour.

Le feuilleton de la *Révolution Tranquille* du 22 février 2019 a connu plusieurs épisodes. Dès le départ, il y eut une prise en charge de personnes qui ont occupé la scène médiatique, fait le buzz, au point que ces personnes se sont crues «arrivées» fortes de leurs followers, à telle enseigne que des «gouvernements» sur-mesure ont été proposés on ne sait comment avec un président et des ministres... Cela a duré en gros un mois, ensuite il y eut un essoufflement ou plutôt une prise de conscience des jeunes qui ont l'impression qu'on leur forçait la main. Ce fut ensuite la désignation de personnalités au-dessus de la mêlée comme cet ancien cacique du système jouant sur l'amnésie sur son rôle controversé en tant que ministre de l'Education, puis de la Culture il y a longtemps, mais plébiscité par certains islamistes qui ont vu là une occasion de revanche du sort. Parallèlement, l'état-major fidèle à lui-même s'en tient à une Constitution obsolète et fait la sourde oreille aux doléances du peuple qui veut une bonne fois pour toutes le départ de tous ceux qui ont amené le pays à ce degré de délitement, notamment et surtout pendant cette double décennie du mépris du peuple faisant du pays une propriété privée.

Tout le monde est pour la rupture

Dans le même ordre et comme annoncé en préambule, certains s'évertuent par tous les moyens, notamment par la presse d'imposer quelques associations dans le but de leur donner une crédibilité en tant qu'interlocuteur privilégié du pouvoir du fait de leur capacité de nuisance du recrutement de quelques personnalités qui se sont fourvoyés et peut-être de soutiens occultes qui ne sont pas à écarter donnant encore plus crédit aux rumeurs de manipulations extérieures, notamment de la France, les Etats-Unis et un Etat lilliputien dont la capacité de nuisance est indexée sur son compte en banque et qui veut récidiver le chaos qu'il a généré en Syrie? au Yémen et actuellement en Libye. On peut comprendre

Le danger de manipulation est partout on peut penser que celles et ceux qui font partie de ce regroupement (les différents acteurs de la société civile à leur corps défendant sont influencés par des parties externes Pour étayer mon propos je rapporte cet article qui donne l'impression que nous avons affaire à un «Etat-major» articulé, comprenant des penseurs qui savent ce qu'il faut pour régler la situation actuelle. Nous lisons: «Ce samedi 25 mai, une large réunion de différents acteurs de la société civile, entre associations, syndicats autonomes, militants des droits de l'homme et autres représentants de différentes dynamiques citoyennes, s'est tenue au siège du Cnapeste.» (2)

Nous n'avons aucune information sur les personnes, leurs réels apports tout au plus on nous annonce des grandes avancées! De plus comme chacun sait ce n'est pas le nombre d'association qui va faire illusion, mais leur apport d'autant que certains apports peuvent paraître discutables dans leur apport «L'objet de ce conclave poursuivent-ils est de poursuivre la concertation autour du projet d'une conférence nationale de la société civile qui permettra de jeter les bases d'une véritable transition démocratique. Le Collectif de la société civile pour une transition démocratique qui regroupe une trentaine d'associations (dont RAJ, la Laddh, Tharwa Fadhma N'soumer, Comité Soutien et Vigilance du Mouvement du 22 février, SOS Disparus, Mouwatana...), la Confédération des syndicats algériens (qui compte 13 syndicats autonomes), et enfin le Forum civil pour le changement».(2)

«On se concerte pour parvenir à une plateforme commune de la société civile (...) On veut

arriver à une feuille de route consensuelle. Donc, il y a des discussions autour de ça.(..)

Tout le monde est pour la rupture avec le pouvoir actuel; tout le monde est pour une période de transition démocratique pacifique. Tout le monde est favorable à un gouvernement de transition, avec des visages adoubés par le peuple, et pour la désignation d'une instance indépendante d'organisation et de surveillance des élections.» (2)

Rien de bien nouveau sous le soleil!

On le voit! Ces organisations aussi respectables soient elles n'apportent rien de nouveau et de concret; Ces idées débattues circulent depuis plus de deux mois A savoir la démission du gouvernement actuel, la désignation d'une personne, ou d'un présidium... Embrayant sur le fait que la «solution constitutionnelle» du 102 qui est une victoire du peuple ne fonctionne pas on en arrive au concret: le dialogue avec l'armée détentrice du pouvoir réel. Ce conglomérat disparate s'érige en partenaire pour la discussion aidée par des «personnalités» et vont jusqu'à tracer leur feuille de route avec les autres: «Une fois qu'on aura resserré nos rangs et élaboré une vision commune, on établira des passerelles avec la classe politique et on réfléchira à une conférence nationale qui inclura à la fois des partis politiques et des personnalités nationales. On a à la fois un rôle de médiation et un rôle de proposition.» (2)

C'est prendre ses désirs pour des réalités que de croire qu'avec des personnes aux antipodes les unes des autres, en terme de projet de société à des années-lumière de ce que pensent réellement les jeunes on puisse encore faire illusion; Je ne comprends pas qu'en l'occurrence on n'ait pas l'humilité de penser qu'une centaine de personnes puissent se prévaloir de décrire tout le spectre des espérances de plus de 20 millions d'Algériennes et d'Algériens qui battent le pavé depuis plus de trois mois

Que demande le peuple à travers les marches ?

Sans être son confesseur, ni son avocat je crois pouvoir dire en tant que simple citoyen que s'il est une chose à mettre au crédit du président Bouteflika qui nous a infligé cette *double décennie du mépris et de la honte*, c'est d'avoir soudé le peuple algérien dans la certitude qu'il n'y a rien à récupérer de ce système- «Ytnahaoue gaâ»- qui a mis ce pays en coupe réglée avilissant l'Algérie par leurs comportements en érigeant la corruption en mode de gouvernement. Le peuple est à des degrés divers lucide sur le fait qu'il faut changer le fusil d'épaule, qu'il faut aller vers de nouvelles légitimités, celle de la compétence, celle du travail, bien fait celle de la justice, celle de la liberté de penser et d'être tolérant

Celle de la citoyenneté qui est un projet porteur en ce sens que la deuxième république ne s'adresse qu'à des citoyennes et des citoyens à l'exclusion de tout autre représentation, avec des droits, mais avec beaucoup de devoirs aussi notamment en ce qui concerne la civilité, l'éco-citoyenneté, le bonheur de vivre ensemble qui doit être traduit dans les faits par nos comportements. Le peuple veut que les services publics fonctionnent, que la police accomplisse convenablement son travail, que la justice soit indépendante et «juste»... C'est cela l'aspiration à la nation, qui doit être un plébiscite de tous les jours. J'aurai pensé que tous autant que nous sommes ayons en tête la situation très délicate de l'économie algérienne. Il ne resterait que 70 milliards de dollars et à ce rythme de ponction outre les 6500 milliards de Da de la planche à billets qu'il faudra bien traiter, nous en aurons dans le meilleur des cas pour deux ans. De plus, nous continuons à brûler sans retenue ce qui nous reste d'hydrocarbures fossiles, renvoyant aux calendes grecques une transition vers le Développement durable qui aurait pu permettre de laisser un viatique aux générations

futures.

Je pense qu'une transition bien encadrée est nécessaire et qu'elle sera capable de donner une crédibilité aux élections. Tout ceci devrait nous obliger à faire preuve de tempérance et d'aller rapidement vers une solution de compromis qui permettrait de sauver le pays. Le monde nous regarde, des dynamiques souterraines seront de plus en plus dangereuses pour le pays si on tarde trop. Maintenant que l'élection de juillet est compromise, il est temps que le pouvoir réel écoute le peuple. Il ne doit pas être difficile de faire appel à deux ou trois personnalités connues et acceptées par l'immense majorité du peuple, en leur expliquant que c'est un ultime sacrifice que leur demande le peuple pour mettre cette Algérie sur les rails et donner de l'espoir à cette jeunesse qui brûle de prouver qu'elle est capable de faire preuve de talent pour peu qu'on lui indique un itinéraire vers une Algérie ancrée dans ses repères identitaires, mais résolument tournée vers l'avenir.

Je termine sur cette note optimiste qui nous fait chaud au cœur. Si l'on veut encore une fois une preuve de ce que peuvent des talents algériens, une dépêche nous apprend que, «trois étudiants algériens; deux étudiants de l'USTHB et un étudiant de l'ESI, ont remporté la première place dans la discipline Network track un concours international dans le domaine des technologies de l'information organisé à Dongguan, dans le sud de la Chine, «C'est la première fois que nous participons à cet événement, et c'était génial. Je ne peux pas dire avec des mots à quel point nous sommes heureux», ont déclaré les étudiants algériens. Plus de 100.000 étudiants venus de 61 pays ont participé cette année à ce concours international, mis en place pour promouvoir le développement du secteur des TIC parmi les jeunes étudiants. (3)

Dans cet ordre d'une science universelle et à notre portée si nous nous inscrivons dans le progrès Aujourd'hui nous fêtons un anniversaire le centenaire d'une théorie en physique celui du 29 mai 1919 car ce jour là la vision du monde changea. : « Ce jour-là, l'astronome et astrophysicien anglais Arthur Eddington obtint des clichés pris à l'occasion d'une éclipse totale de Soleil visible sur l'île de Principe. Ce fut la première preuve convaincante de la théorie de la relativité générale d'Einstein. Les conceptions presque totalement spéculatives d'Albert Einstein représentaient bel et bien une nouvelle vision du monde, plus belle et plus profonde, témoignant de la puissance de l'esprit humain, alors durement éprouvé par l'absurdité et les horreurs de la Première guerre mondiale. La théorie d'Albert Einstein prévoyait en effet que, de même que la [matière](#) courbe la trajectoire d'autres corps matériels, la [lumière](#) elle-même devait être déviée par la force d'attraction gravitationnelle d'un corps céleste. La théorie de la gravitation de Newton qui a bercé la physique depuis plus de deux siècles était détrônée » (4)

Professeur Chitour Chems Eddine

Ecole Polytechnique Alger

Notes

1. <https://www.elwatan.com/edition/actualite/madjid-benchikh-professeur-emerite-a-luniversite-de-cergy-pontoise-et-ancien-doyen-de-la-faculte-de-droit-dalger-nous-ne-sommes-quau-tout-debut-de-la-lutte-pour-la-26-05-2019>

2.

<https://www.elwatan.com/a-la-une/transition-democratique-le-projet-audacieux-de-la-societe-civile-27-05-2019>

3.

<https://www.tsa-algerie.com/des-etudiants-algeriens-remportent-le-premier-prix-dun-concours-international-en-chine/>

4 .<https://www.futura-sciences.com/sciences/actualites/physique-premiere-preuve-relativite-generale-100-ans-19471/#>

Article de référence http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/316796-aller-sans-tarder-pour-sauver-le-pays.html

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca